

préparer des élections générales véritablement libres, ouvertes et fondées sur la concurrence.

Ces changements internes radicaux se reflètent naturellement dans la politique étrangère de la Bulgarie dans le cadre de laquelle les priorités fondées sur les intérêts nationaux et les valeurs universelles sont redéfinies sur une base démocratique.

La Bulgarie est une partie intégrante de l'Europe en raison de son patrimoine historique, de ses valeurs morale, politique, sociale et culturelle européennes. A une époque où les structures actuelles des alliances sont mises en doute, nous voulons trouver une place appropriée pour notre pays dans les nouvelles structures qui se dégagent maintenant en Europe.

C'est pourquoi nous sommes en faveur de l'établissement d'un nouveau système efficace de sécurité et de coopération en Europe, fondé dans une mesure de plus en plus grande, sur le désarmement, sur l'accroissement de la confiance, les garanties politiques et l'indépendant des intérêts économiques.

C'est précisément pour cette raison et avec cet espoir que la Bulgarie se réjouit de la convocation éventuelle d'une conférence au sommet des 35 pays signataires de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, précédée par une réunion préparatoire des Ministres. Nous pensons que les travaux conjoints devraient commencer dès que possible pour pouvoir convoquer ce sommet dès l'automne 1990.

La Bulgarie est également favorable au déploiement de tous les efforts indispensables pour qu'au cours de ce sommet, un traité sur les réductions des armes classiques entre les états membres de l'Organisation du Traité de Varsovie et les états de l'OTAN puisse être signé ainsi que des accords nouveaux sur les mesures de confiance et de sécurité entre les 35 gouvernements participants.

Monsieur le Président, chers collègues, permettez-moi de vous rappeler que la Bulgarie appartient à une partie de l'Europe qui a un passé turbulent et une histoire fort complexe. En outre, la Bulgarie est un des états du flanc sud de l'Europe où des asymétries militaires fort prononcées existent.

Dans le cadre des réformes démocratiques radicales et dynamiques qui se produisent actuellement dans mon pays, on se préoccupe de plus en plus des questions de sécurité et un consensus très ferme se dégage sur la nécessité de respecter de façon stricte le principe de l'indivisibilité de la paix, de la stabilité et de la sécurité en Europe dans son ensemble et contre toute solution qui établirait des zones où la sécurité serait